

Information Documents

SG/Inf(2024)28

18 September 2024¹

Speaking Notes of the Secretary General to the 1506th meeting of the Ministers' Deputies (18 September 2024)

Item 1.2 Statutory Declaration by the Secretary General and presentation of his
strategic vision

¹ This document has been classified restricted at the date of issue; it will be declassified in accordance with Resolution Res(2001)6 on access to Council of Europe documents.

Monsieur le Président,
Monsieur le Secrétaire Général adjoint,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Tout d'abord, merci de votre accueil cet après-midi.

Je suis très honoré de pouvoir commencer, avec vous, mon mandat de Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Et j'aimerais ici remercier les États membres et les membres de l'Assemblée parlementaire pour la confiance qu'ils m'ont témoignée.

Je souhaite aussi profiter de cette occasion pour rendre hommage à la Secrétaire Générale sortante, Marija Pejčinović Burić.

Durant son mandat, l'Europe a été confrontée à des défis considérables et sans précédent.

Son calme et sa détermination ont permis au Conseil de l'Europe d'agir comme il le fallait, et de le faire aux moments opportuns.

Je la remercie aussi pour les paroles d'encouragement qu'elle m'a adressées hier dans cette enceinte.

Monsieur le Président, Excellences, Mesdames et Messieurs,

Il ne fait pour moi aucun doute que la décision d'organiser un quatrième Sommet du Conseil de l'Europe, à Reykjavík, l'an dernier, était la bonne décision.

Vous le savez, j'ai eu l'honneur de signer la Déclaration de Reykjavík au nom de mon pays.

Et je suis heureux et fier d'être maintenant le Secrétaire Général de cette Organisation et de poursuivre le travail déjà réalisé pour mettre en œuvre ce que les États membres ont décidé à Reykjavík.

Avec cet engagement renouvelé pour les valeurs du Conseil de l'Europe.

Oui, notre rôle est non seulement de protéger mais aussi de faire prospérer les normes européennes communes sur les droits humains, la démocratie et l'État de droit.

La mise en œuvre de la Convention européenne des droits de l'homme et la pleine exécution des arrêts définitifs de la Cour européenne des droits de l'homme ne sont donc pas des options ; elles constituent une obligation absolue et essentielle.

Je compte sur votre détermination à œuvrer ensemble pour veiller à ce que ces engagements soient tenus.

En parlant de Reykjavík, le but du Sommet était aussi de prendre des décisions capitales.

Evidemment le plus important concerne le soutien à l'Ukraine. L'Ukraine, est un de nos États membres, c'est l'un de nous.

L'Ukraine qui se bat pour son avenir démocratique et libre dans la guerre d'agression que lui mène la Russie. Et qui, ce faisant, défend nos valeurs.

Soutenir l'Ukraine sera la première de nos priorités.

D'abord avec le Registre des dommages. Il est maintenant pleinement opérationnel. Et c'est essentiel.

Mais il est important aussi de veiller à ce que cette réussite s'inscrive dans la durée.

Je vais saisir toutes les occasions possibles pour plaider cette cause ardemment, en particulier auprès des États non-membres, pour élargir le cercle des pays qui y participent ou qui y sont associés.

Ensuite, il est tout aussi nécessaire et important d'avoir un mécanisme d'indemnisation, dans lequel le Conseil de l'Europe doit être prêt à jouer pleinement son rôle, de même que pour l'établissement d'un Tribunal spécial pour le crime d'agression.

Je sais que le Groupe restreint examine attentivement l'option du Conseil de l'Europe.

À très juste titre, car notre Organisation dispose de l'expertise nécessaire et elle est prête à agir.

À cela viennent s'ajouter les travaux du Groupe consultatif sur les enfants d'Ukraine –

Le Plan d'action pour la résilience, la relance et la reconstruction de l'Ukraine, et d'autres mesures encore.

Il faut non seulement que ces actions se poursuivent, mais il faut également qu'elles aboutissent –

Et nous devons poursuivre le travail, encore et encore, avec d'autres idées et d'autres initiatives –

Mais toujours avec ces deux objectifs : apporter notre aide et notre soutien et veiller à ce que les responsables aient à rendre compte de leurs actes.

Plus largement, nous devons agir face au recul démocratique que nous constatons dans le monde et bien sûr aussi dans différentes parties de l'Europe.

Nous avons les instruments pour le faire.

Dont les nouveaux principes de Reykjavík pour la démocratie –

Qui viennent compléter l'action de la Commission de Venise, de l'Assemblée parlementaire et du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux.

Pour soutenir les États membres dans la promotion de pratiques démocratiques fortes à tous les niveaux de gouvernement.

Je m'engage à promouvoir le dialogue politique et tous les moyens possibles pour y parvenir.

Car il ne suffit pas d'avoir des normes de pratique démocratique. Encore faut-il qu'elles soient appliquées.

Là aussi, nous devons être ouverts à de nouvelles idées en fonction des circonstances.

Lorsqu'il est question d'investissement démocratique, l'éducation est un élément essentiel.

Le Conseil de l'Europe est très engagé dans ce domaine, mais nous devons nous investir davantage dans le travail avec les systèmes éducatifs européens et auprès des jeunes générations. Il y a l'éducation et la jeunesse, mais il y a aussi la culture, qui nous lie, le sport, qui nous fait vivre des expériences ensemble, il y a les langues et la richesse et la diversité qu'elles portent.

Je crois que le moment est venu de dresser un vaste plan d'action européen pour la promotion de la démocratie elle-même.

Parce que l'avenir de l'Europe doit être un avenir démocratique – et parce que sans une démocratie exemplaire, il n'y a pas vraiment de perspectives stables pour le développement de l'État de droit et des droits humains

Je sais que nous pouvons adopter cette approche dynamique parce que nous la voyons déjà à l'œuvre.

Monsieur le Président, Excellences, Mesdames et Messieurs,

Following the lead provided at Reykjavík, the Council of Europe is at work on new tools to address fast-evolving issues.

On migrant smuggling, on the environment and of course on artificial intelligence –

Where our new, ground-breaking Convention on Artificial Intelligence is now open for signature.

I congratulate those that have already signed it.

In the months ahead, I will be pressing for more, and for the ratifications required to bring it into effect –

So that it upholds our standards in human rights, democracy and the rule of law in those countries that share those values – within Europe, and outside it.

That unique, international treaty is a prime example of what a dynamic approach can bring.

It is the right way to address current and future challenges.

This of course requires the Council of Europe to be self-confident and outward-looking –

As we should be.

I want to foster a culture of dialogue, consensus-building and innovation –

Including exchanges with national authorities and parliamentarians, academics and specialists, and the private sector and civil society –

With which I know that we are already building closer links –

To serve as both an early warning system on problems that are emerging –

And spur the fast deployment of our expertise –

With strong synergies within our Organisation leading to clear action.

This is the way in which we are going to help relaunch a movement that will increase our cohesion so that our actions and our values converge.

Similarly, I want to build even closer relations – at the political and technical levels – between the Council of Europe and other international organisations –

Including the United Nations and its specialised agencies –

The OSCE –

And the European Union –

Which remains the Council of Europe's closest strategic partner –

And whose accession to the European Convention on Human Rights remains a priority to deliver, together.

The Council of Europe is a unique Organisation setting common legal standards in human rights, democracy and the rule of law.

We must be present in international political forums dealing with our areas of competence –

Both to strengthen international cohesion and deliver greater protection for people throughout our continent.

We should not be shy about that.

Rather, we should be proud –

And we should be visible.

I know that many member states have long said that the Council of Europe's profile does not live up to its importance and its influence.

I agree with that.

People throughout Europe should know about the good work done here to make a material difference to their lives.

Raising the profile of the Council of Europe's work will therefore be a priority for me.

Holding a Summit of Heads of State and Government every three to four years will certainly help –

But coverage of big occasions is not enough.

We must find ways of better communicating the important work we do, day in, day out.

Excellencies, dear colleagues,

In this, the Council of Europe's 75th anniversary year, it is hard to quantify the amount of good that this Organisation does.

Whether we speak about combatting violence against women and girls and ensuring gender equality –

Or supporting journalists and journalism –

NGOs and human rights defenders –

And the rights of minorities and minority language speakers –

Or protecting the rights of LGBTI people, Roma and Travellers, and migrants, refugees and asylum-seekers –

Or combatting antisemitism, anti-Muslim hatred, or hatred of any kind – online or offline –

Or so many other challenges –

The Council of Europe is central to ensuring the equality and dignity of every individual –

Through the three pillars of our work.

Human rights, democracy and the rule of law.

During my mandate, I will work with you, tirelessly, with passion and commitment to deliver a future in which every European can live in the freedom that comes with democratic security.

I look forward to what we will achieve together, and I rely on your full support to achieve this.